

Faits saillants

- Une riposte urgente est nécessaire pour contrer l'épidémie de la fièvre jaune dans la Zone de santé de Bondo (Bas-Uele)
- D'importants risques de protection pour les populations déplacées de Mambasa, des cas de violence sexuelle sont rapportés

Contexte général

La situation sanitaire est préoccupante dans la Zone de santé de Bondo, dans le District du Bas-Uele, où une évaluation effectuée du 23 mars au 1^{er} avril par l'ONG Médecins Sans Frontières (MSF) rapporte la persistance de l'épidémie de la fièvre jaune. Selon des sources sanitaires, la plupart des personnes affectées sont âgées de plus de 15 ans. Toutefois, ces données ont essentiellement été enregistrées dans les carrières minières où peu d'enfants sont présents.

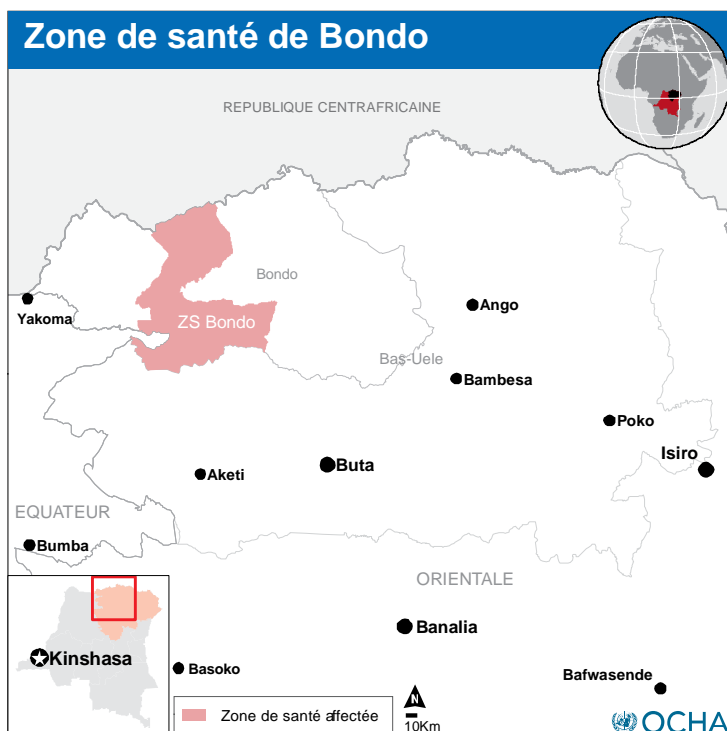
Le rapport d'évaluation mentionne également que des cas suspects de la fièvre jaune ont été notifiés dans les zones de santé voisines, notamment celles de Likati et Monga, et que tous les cas notifiés sur des sujets, notamment chez des cultivateurs, qui n'ont pas été vaccinés.

La couverture vaccinale anti-amarile (contre la Fièvre Jaune) dans la zone reste très faible ces trois dernières années. Selon des sources sanitaires, la couverture vaccinale la plus élevée date de 2010, mais avec des disparités entre différentes aires de santé. En 2012 et 2013, elle a dépassé 50% tout en restant moins importante qu'en 2010. En janvier et février 2014, il y avait rupture des stocks de vaccin anti-amarine (VAA) au niveau de la Zone de santé de Bondo.

Pour répondre à l'épidémie en cours, les autorités planifient de vacciner 95% de la population (non compris les enfants de moins d'un an) dans des zones affectées d'ici la fin du mois de mai 2014. La fièvre jaune, maladie hémorragique virale transmise par la piqûre d'un moustique, est mortelle dans 60 à 70 % des cas.

Mouvements de population et Besoins humanitaires

Une mission d'évaluation menée en fin avril dans le cadre du mécanisme de Réponse rapide aux mouvements des populations (RRMP) rapporte que des mouvements pendulaires de population – bien que relativement moins importants – dans la collectivité de Nia-nia, dans le Territoire de Mambasa. Les personnes déplacées viennent des localités de Badengayido et de Malokay, ainsi que des zones d'exploitation minière (or et diamant) de Muchacha, Penge, Kulungu, Mungulko, Babesue et Babika. Ces personnes, particulièrement des hommes, fuient les exactions par des hommes armés dans les zones d'exploitation minière (notamment dans des carrières minières). D'autres craignent des enrôlements forcés dans des groupes armés qui, selon des sources locales, se réactiveraient dans la zone.



La mission a mentionné plusieurs besoins liés à ces mouvements pendulaires de la population :

- **Eau, Hygiène et assainissement** : Il existe des ouvrages d'eau, hygiène et assainissement construits par les humanitaires dans la zone. Cependant, avec ces afflux, le besoin en eau dans la zone est largement supérieur à la quantité d'eau fournie par les points d'eau aménagés. Par ailleurs, la plupart de ménages doivent parcourir des longues distances pour s'approvisionner en eau, ce qui les expose à des risques de protection.
- **Abris/AME** : Les ménages se sont déplacés dans la précipitation laissant derrière eux leurs articles ménagers essentiels.
- Une partie de la population des quartiers Mangenegene, Ituri et Likpangola dans la cité de Nia-Nia où il y aurait environ 320 ménages déplacés a été affectée par une pluie torrentielle. Les latrines ainsi que trois puits non aménagés ont été inondés.
- **Education** : La majorité des enfants déplacés de 6 à 11 ans (79% + les 48% des enfants de la communauté d'accueil du même âge) n'a pas intégré les écoles de la zone d'accueil bien que l'ensemble des écoles de Nia-nia soient en mesure d'absorber les enfants déplacés en âge scolaire. Les parents privilégieraient la survie alimentaire de leurs ménages au détriment de l'éducation de leurs enfants.
- **Protection** : Selon les acteurs locaux de protection, environ 124 victimes de violences sexuelles (VVS) ont été identifiées dont 25 ont été reçues à l'hôpital général de Nia-nia. Par ailleurs, 119 hommes auraient été enlevés et 2 tués par des hommes armés non identifiés.
- **Sécurité alimentaire**: La majorité des ménages déplacés vit dans des familles hôtes, ce qui augmente la pression sur les réserves alimentaires de ces derniers.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires - République Démocratique du Congo

Maurizio Giuliano, Chef de Sous- bureau, OCHA Bunia, giuliano@un.org, tél. +243 99 590 13 58

Bertrand Médard Gailemas, Public Information Officer, OCHA Bunia, gailemasb@un.org, tél. +243 81 988 9191

Serge le Grand Mabaluka, Reporting Assistant, OCHA Bunia, mabaluka@un.org, tél. +243 99 884 5572

Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, edoumou@un.org, tél. +243 97 000 3750

Toute l'information humanitaire sur la RDC en ligne sur www.rdc-humanitaire.net